

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET
DU DEVELOPPEMENT RURAL



وزارة الفلاحة والتنمية الريفية

Le Ministre

الجزائر في ١٠/١٠/٢٠١٢

الوزير

الرقم: 04 أكتوبر 2012

À

Messieurs :

- Les Directeurs des Services Agricoles de Wilaya;
- Les Directeurs Généraux de :
 - l'Office Algérien Interprofessionnel des Céréales (OAIC) ;
 - La Caisse Nationale de Mutualité Agricole (CNMA) ;
 - L'Institut Technique des Grandes Cultures (ITGC) ;
 - L'Institut National des Sols, de l'Irrigation et du Drainage (INSID) ;
 - L'Institut National de la Vulgarisation Agricole (INVA) ;
- Le Président du Directoire de la «SGP-SGDA » ;
- Le Président du Conseil Interprofessionnel des Céréales.

Objet: Sécurisation de la production céréalière par l'irrigation,

Réf.: - Circulaire interministérielle « MADR-MRE » n° 559 du 22 Novembre 2008,
- Circulaire ministérielle n°385 du 16 Juin 2010.

La céréaliculture en Algérie étant totalement conduite en système pluvial, elle demeure de ce fait dépendante de conditions agro-climatiques aléatoires et de phénomènes récurrents extrêmes, qui menacent la production céréalière et par conséquent, la sécurité alimentaire nationale.

Aussi, afin de sécuriser cette production, quelles que soient les conditions climatiques, le recours à la pratique de l'irrigation sur céréales, s'impose comme l'une des alternatives la plus appropriée pour sécuriser un niveau stratégique de production ; nonobstant les efforts à déployer, en matière de recherche et de développement pour l'amélioration des performances techniques.

C'est dans ce sens, que des actions ont déjà été initiées à partir de la campagne agricole 2008-2009 avec plus de 30.000 ha de céréales menés à l'irrigué au niveau de treize (13) wilayate pour atteindre près de 120.000 ha en 2011-2012, avec la généralisation de cette pratique à quarante-trois (43) wilayate.

Mais bien que, le degré de sensibilisation à la nécessité de l'irrigation d'appoint des céréales soit devenu désormais perceptible, il n'en demeure pas moins que la marge d'effort restant à accomplir est considérable, en comparaison avec le potentiel existant en matière de ressources en eau disponibles et d'équipements d'irrigation mobilisables (équivalent à une superficie de 350.000 ha) et avec l'objectif fixé pour 2014 (600.000 ha).

Par conséquent, toutes les wilayate doivent se sentir concernées, soit par l'éventualité de l'irrigation d'appoint, en cas de nécessité agro-météorologique en régions Nord, soit par le développement de la céréaliculture en irrigation totale en région Sud, par la mise à contribution et la responsabilisation de l'ensemble des parties prenantes impliquées dans la céréaliculture, ainsi que par la mise en œuvre, de manière plus prononcée, des dispositifs de soutien financier engagés par l'Etat en faveur de la mobilisation des ressources hydriques et du développement des techniques d'irrigation économisatrices d'eau.

A cet effet, des orientations et des instructions ont été données à l'ensemble des opérateurs, institutions et structures du Secteur afin de procéder, en synergie, à la mise en œuvre d'un plan opérationnel, prenant effet à compter du mois d'Octobre 2012 et formalisé par une « convention cadre » conclue entre, d'une part :

- l'Office Algérien Interprofessionnel des Céréales (OAIC), en tant que chef de file du développement de la céréaliculture;

et, d'autre part :

- La Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR) ;
- La Caisse Nationale de Mutualité Agricole (CNMA) ;
- L'Institut Technique des Grandes Cultures (ITGC) ;
- L'Institut National des Sols, de l'Irrigation et du Drainage (INSID).

Cette convention constitue un engagement solidaire visant à assurer aux céréaliculteurs, de manière coordonnée :

- ✓ La facilitation de l'acquisition des équipements d'irrigation, par le recours aux crédits de type « Ettahadi », à titre individuel ou dans un cadre fédérateur, dont le remboursement est garanti par la production de céréales, à couvrir par une assurance contractée auprès de la Caisse Régionale de Mutualité Agricole et qui doit être livrée aux Coopératives de Céréales et de Légumes Secs ;
- ✓ Et l'accompagnement nécessaire par les instituts concernés, tout au long de l'itinéraire technique de conduite de la céréaliculture, selon qu'elle soit menée en irrigation d'appoint (Nord) ou totale (Sud).

A compter du mois d'Octobre 2012 et en application des recommandations formulées lors de l'Atelier National organisé à ce sujet le 26 Septembre 2012, les exploitations céréalières doivent être caractérisées selon la typologie suivante :

1. Exploitations disposant de ressources en eau et de l'équipement d'irrigation approprié et devant donc faire l'objet, dès à présent, d'actions soutenues de persuasion et de formation, en vue de l'exploitation, en cas de nécessité agro-climatique, de toute ressource située au sein ou à proximité de la sole céréalière; sachant que cette ressource n'est généralement sollicitée par aucun autre type de culture durant la période cruciale pour le développement végétatif des céréales ;

2. Exploitations disposant de ressources en eau mais non dotées d'équipement, dont il faut inciter et encourager l'adhésion aux dispositifs de soutien et de crédits en vigueur, par un travail de proximité et une large communication;
3. Exploitations situées en zones à potentiel céréalier et aux ressources hydriques avérées mais non mobilisées, qu'il faut soutenir en matière de mobilisation et d'exploitation de la ressource, à affecter prioritairement au profit des céréales.

La synthèse des superficies céréalières irrigables des trois types d'exploitations constituera le seuil à atteindre par chaque wilaya pour sa contribution à la sécurisation de la production céréalière nationale par l'irrigation, à court et moyen termes.

Pour une meilleure efficacité des actions à entreprendre, il ya lieu de s'appuyer également sur le réseau coopératif et partenarial de services de proximité dont les modalités de réactivation et de redéploiement ont fait l'objet de l'instruction ministérielle n° 1042 du 20 Septembre 2012.

C'est ainsi que les actions à mener doivent faire l'objet d'un plan opérationnel d'intervention engageant toutes les parties prenantes ainsi que les différents opérateurs (OAIC/CCLS, ITGC, INSID, INVA, BADR, CRMA, CAW, CIC), selon un échéancier de mise en œuvre s'étalant sur toute la campagne céréalière et dont l'animation doit être assurée par le « **Comité Local de Pilotage** », à installer et à placer sous la responsabilité du Directeur des Services Agricoles et qui sera chargé de la coordination des activités programmées en vue de la sécurisation de la production céréalière par le recours à l'irrigation d'appoint ou totale.

Par ailleurs et afin d'inciter encore plus les céréaliculteurs à adhérer à ce processus, il vous est demandé d'envisager des mesures encourageant l'amélioration des niveaux de performance, à évaluer selon le potentiel de la zone et les moyens engagés pour les atteindre.

Je compte sur votre haut degré d'engagement pour l'opérationnalisation, dès le début de la campagne agricole 2012-2013, des plans d'actions nécessaires à la sécurisation de notre production céréalière.



Copie transmise à :

- Monsieur le Premier Ministre (Pour information) ;
- Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Locales (Pour information) ;
- Monsieur le Ministre des Ressources en Eau (Pour information) ;
- Messieurs les Walis (Pour attribution) ;
- Monsieur le Président Directeur Général de la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (Pour attribution);
- Monsieur le Président de la Chambre Nationale d'Agriculture (Pour attribution et communication aux CAW).

République Algérienne Démocratique et Populaire

Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural

Convention Cadre

Définissant les conditions de mise en place des mécanismes de développement, de financement et d'acquisition des équipements d'irrigation pour la sécurisation de la production céréalière

h
Lo 2012

L'Office Algérien Interprofessionnel des Céréales (OAIC), représenté par son Directeur Général, Monsieur DERMACHE Abdelouahab.

D'une part :

La Caisse Nationale de Mutualité Agricole (CNMA), représenté par son Directeur Général, Monsieur ARBA Kamel.

L'Institut National des Sols, de l'Irrigation et du Drainage (INSID), représenté par son Directeur Général, Monsieur HABILA Mohammed.

L'Institut Technique des Grandes Cultures (ITGC), représenté par son Directeur Général, Monsieur ZEGHOUANE Omar.

D'autre part.

Ci après désignés, « les parties ».

- Vu le décret n°87-15 du 13 janvier 1987, modifié et complété, portant création de l'Institut national des sols, de l'irrigation et du drainage (INSID) ;
- Vu le décret n°87-236 du 3 novembre 1987, portant changement de dénomination de l'Institut de développement des grandes cultures (IDGC) en Institut technique des grandes cultures (ITGC) et réaménagement de ses statuts ;
- Vu le décret exécutif n°95-97 du 1^{er} Dhou El Kaada 1415 correspondant au 1^{er} avril 1995, complété, fixant les statuts-types des caisses de mutualité agricole et définissant les liens juridiques et organiques entre elles ;
- Vu le décret exécutif n°97-94 du 15 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 23 mars 1997, fixant le statut de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) ;

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention.

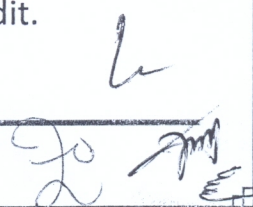
La présente convention cadre a pour objet de définir les conditions de mise en place des mécanismes de développement, de financement et d'acquisition des équipements d'irrigation pour la sécurisation de la production céréalière.

A travers la présente convention, l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) en qualité de chef de file pour le développement de la filière « céréales », notamment l'amélioration de la productivité des céréales par l'irrigation au niveau des espaces céréaliers, concoure à la mise en place des mécanismes de développement, de financement et d'acquisition des équipements d'irrigation pour la sécurisation de la production céréalière.

Article 2 : Missions de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC).

L'office algérien Interprofessionnel des Céréales (OAIC), sous tutelle du ministère de l'agriculture et du développement rural (MADR), a pour missions de mettre en œuvre les actions suivantes :

- Animer et organiser, en synergie, toutes les actions de développement liées à l'amélioration de la productivité des céréales par l'irrigation avec l'ensemble des parties.
- Etablir toute convention spécifique définissant les relations professionnelles entre les intervenants (Banques, fournisseurs des équipements, assurances, ONID, etc...) et les agriculteurs adhérents.
- S'engager à ouvrir un guichet unique auprès de chaque CCLS pour faciliter les opérations y afférentes aux agriculteurs.
- Contracter un crédit «ETTAHADI FEDERATIF», destiné à financer l'acquisition des équipements d'irrigation qui seront exploités par les céréaliculteurs avec obligation de remboursement par la production dont les modalités seront définies dans le cadre d'une convention spécifique, et ce, à travers son réseau de CCLS.
- Accompagner les agriculteurs désirant bénéficier du crédit « ETTAHADI » pour l'acquisition des équipements d'irrigation, dans leurs démarches et le soutien par une «**caution solidaire**» déposée auprès de la banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) pour garantir le remboursement du crédit.



Article 3 : Missions de la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA).

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a pour missions de mettre en œuvre les actions suivantes :

- La couverture d'assurance sur céréales contre les risques de «grêle» et «d'incendie récoltes» qui peuvent affecter la production ;
- L'assurance «Rendement sur céréales» ;
- L'assurance «réseau d'irrigation en exploitation» contre les risques pouvant engendrer des dommages résultant des événements suivants (incendie, explosions, chute de la foudre, recours des voisins et des tiers en cas d'incendie, tempête, inondation, dommages électriques, bris de machine).

Article 4 : Missions des Instituts techniques spécialisés.

Les instituts techniques spécialisés ont pour missions l'encadrement et la vulgarisation de la mise en œuvre des opérations liées à l'amélioration de la productivité des céréales par l'irrigation, comme suit :

4.1. Missions de l'Institut National des Sols, de l'Irrigation et du Drainage (INSID).

L'Institut national des sols, de l'irrigation et du drainage (INSID) a pour missions de mettre en œuvre les actions suivantes :

- La vérification des caractéristiques techniques des asperseurs par rapport à leurs fiches techniques et aux normes internationales ;
- L'animation de journées techniques de vulgarisation au profit des agriculteurs dans le domaine de l'estimation des besoins en eau de la culture, le suivi du taux d'humidité, les stades sensibles de la culture au déficit hydrique, doses et fréquences des irrigations, l'entretien et la maintenance des équipements d'irrigation, etc.....;
- Le suivi agro météorologique des campagnes agricoles par :
 - La production et la diffusion du bulletin agro météorologique hebdomadaire ;
 - L'élaboration de bulletins de pré-alerte et d'alerte à la sécheresse agro météorologique et leur diffusion par le réseau SMS de l'INVA, à l'OAIC, l'ONID, l'ITGC, DSA, radios locales, etc....

Lo *[Signature]*

4.2. Missions de l'Institut Technique des Grandes Cultures (ITGC).

L'Institut technique des grandes cultures (ITGC) a pour missions de mettre en œuvre les actions suivantes :

- La mise en place d'un réseau de sites de démonstration composé d'agriculteurs leaders ;
- L'accompagnement technique et l'encadrement rapproché des agriculteurs pour le respect de l'itinéraire technique ;
- L'assistance technique pour le choix des variétés performantes les mieux adaptées pour chaque zone agro-écologique ;
- L'évaluation des rendements réels et de références pour chaque espèce ;
- L'organisation de journées d'information et de sensibilisation au profit des agriculteurs ;
- L'organisation de journées de démonstration sur site au profit des agriculteurs ;
- La mise en place des essais d'expérimentation au niveau des fermes de démonstration et de production des semences ;
- La formation de l'encadrement technique et des céréaliculteurs impliqués ;
- Le choix des agriculteurs potentiels à proximité de la ressource d'eau.

Article 5 : Obligations des parties.

Les parties sont responsables envers les directions centrales concernées du MADR (DRDPA et DDAZASA) de la bonne exécution des missions qui leurs sont dévolues dans le cadre de cette convention.

A ce titre, elles sont tenues de :

- Communiquer au MADR, trimestriellement et annuellement, tous les documents liés à la mise en œuvre des actions objet de ladite convention ;
- Présenter des bilans d'étapes de réalisation des opérations comportant les détails nécessaires.

Article 6 : Durée de la convention.

La présente convention concerne toutes les campagnes céréalières à venir.

Article 7 : Avenant de la convention.

Toute modification d'une ou plusieurs clauses de la présente convention fera l'objet d'un avenant, conformément à la réglementation en vigueur.

Article 8 : Règlement des litiges.

Tout litige ou différend pouvant résulter de l'exécution de la présente convention, doit être réglé par les parties à l'amiable, conformément à la réglementation en vigueur.

Article 9 : Entrée en vigueur.

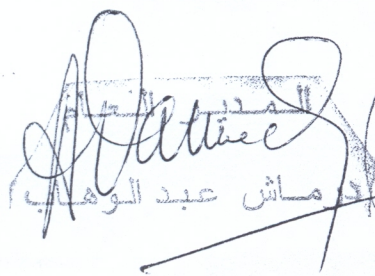
La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties.

Article 10 : Publication.

La présente convention est publiée au Bulletin officiel du ministère de l'agriculture.

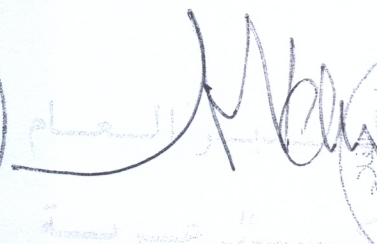
Fait à Alger, le **30 OCT 2012**

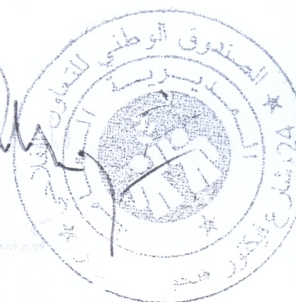
P/L'Office Algérien Interprofessionnel
des Céréales


المدير العام
عبد الوهاب



P/La Caisse Nationale de Mutualité
Agricole


المدير العام
عبد الحليم



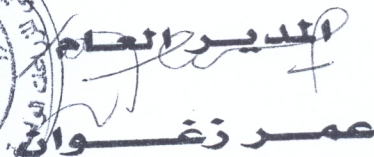
P/L'Institut National des Sols, de
l'Irrigation et du Drainage


المدير العام
عبد الحليم



P/L'Institut Technique des Grandes
Cultures




المدير العام
عمر زغوان